



Déclaration liminaire de la CFDT Éducation
CSA du 27 mars 2026

Madame la directrice académique,
Monsieur le secrétaire général,
Mesdames, messieurs les membres du CSA,

Les analystes politiques s'enchaînent sur les ondes de nos radios pour tenter d'expliquer l'augmentation de l'abstention dans les urnes qui touchent jusqu'aux élections de proximité ainsi que l'affolante progression de l'extrême droite et de son dangereux projet de politique discriminatoire. Nombreux sont ces experts à souligner un sentiment d'abandon, de lassitude ou d'impuissance face à la perception d'une dégradation de nos services publics et l'implacable logique de rentabilité qui semble prévaloir.

Comme la CFDT l'a rappelé lors du CSA ministériel du 17 mars, nous pensons qu'il est essentiel de renforcer les services publics pour plus de proximité de l'action politique et pour endiguer la défiance inquiétante d'une partie de nos concitoyens.

L'école est non seulement l'un des principaux services publics mais aussi celui qui a la charge de former les citoyens de demain. Nous ne pouvons, donc, que déplorer la baisse des moyens qui touche l'éducation nationale au niveau national et jusque dans notre département. La baisse démographique, certes bien réelle, aurait pu être mise à profit pour élaborer la politique éducative ambitieuse décrite dans nos instructions officielles. Or, la dotation horaire allouée en février répond à une logique toujours plus comptable. La suppression de 3 postes dans notre département s'inscrit dans cette vision à court terme. Nous dénonçons un recours de plus en plus systématique aux personnels contractuels ou vacataires. Cette précarisation de notre profession déstabilise les équipes et ne garantit pas la continuité des enseignements. Faute d'un nombre suffisant de postes de TZR, les remplacements de personnels sont parfois chaotiques nourrissant une vision négative de l'engagement de l'école publique dont trop de familles se détournent. La mixité de nos établissements est mise à mal et par là même la construction de la cohésion sociale.

Nous insistons à nouveau ; la baisse démographique pourrait être l'occasion d'améliorer l'encadrement, de libérer du temps pour faire face à l'explosion des besoins spécifiques des élèves et de créer un cadre scolaire plus stable et plus serein pour les élèves, les familles et les personnels.

La CFDT éducation ne nie pas les difficultés budgétaires auxquelles le pays fait face dans une situation générale dégradée mais elle entend souligner que ces économies aujourd'hui auront des répercussions coûteuses demain et qu'en les évitant l'école pourrait retrouver, avec l'inflexion démographique que nous souhaitons passagère, un nouveau souffle.

Vous remerciant de votre attention, nous espérons que nos inquiétudes seront entendues.